



OBJECTIF AFRIQUE

LETTRE D'INFORMATION ÉCONOMIQUE

N° 93 – 1^{er} DECEMBRE 2017

SOMMAIRE

- ▼ ACTUALITE REGIONALE
- ▼ CONJONCTURE
- ▼ ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES
- ▼ PROJETS ET FINANCEMENTS
- ▼ SECTEURS D'ACTIVITES
 - AGRICULTURE ET AGROALIMENTAIRE
 - ENERGIE ET MATIERES PREMIERES
 - INDUSTRIE
 - SERVICES
- ▼ ENTREPRISES
- ▼ CARNET ET AGENDA

CONGO-BRAZZAVILLE :
LA BEAC ET LES
ETABLISSEMENTS DE
CREDIT ECHANGENT
SUR LES DIFFICULTES DU
SECTEUR BANCAIRE

LA BAD DEBLOQUE 90
M EUR POUR LA
LIAISON ROUTIERE
ENTRE LE BURKINA ET
LE NIGER

SORTIE DE LA
RECESSION CONFIRMEE
AU NIGERIA : PIB EN
CROISSANCE DE 1,40
% AU TROISIEME
TRIMESTRE 2017

GHANA :
PRESENTATION DU
BUDGET 2018

UGANDA : LA
POPULATION DE
L'UGANDA PREVUE A
63 MILLIONS
D'HABITANTS EN 2030

ETHIOPIE :
FINANCEMENT DE LA
BAD POUR LA
MODERNISATION DES
SYSTEMES ELECTRIQUES

MADAGASCAR : PRET
DE 2,5 M USD DE
L'EXIMBANK OF INDIA

CONGO-BRAZZAVILLE :
LA RECHERCHE
AGRICOLE NECESSITERA
124 Mds FCFA

MALI : LE FORUM
ECONOMIQUE « INVEST
IN MALI » SE TIENDRA
LES 7 ET 8 DECEMBRE
2017 A BAMAKO



MINISTÈRE
DE L'EUROPE ET DES
AFFAIRES ÉTRANGÈRES

MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE
ET DES FINANCES

ACTUALITE REGIONALE

▼ Rapport Mo Ibrahim sur la gouvernance : progrès au Nigéria, détérioration au Ghana.

L'édition 2017 de l'index Ibrahim sur la gouvernance africaine relève que si la gouvernance est globalement en progression sur le continent, le rythme des progrès lui diminue. Le Nigéria demeure mal classé (35^{ème} sur 54 pays) avec une note de 48,1/100, mais en fort progrès avec +3,3 points ces cinq dernières années. A l'inverse, le Ghana qui est le 8^{ème} pays du classement à 65/100 accuse une détérioration croissante avec -2,8 points en cinq ans. La Sierra Leone et le Libéria restent en milieu de classement, respectivement en 26^{ème} (51,7/100) et 28^{ème} (51,4/100) position, mais le Libéria est en léger progrès (+0,7 pt sur 5 ans) quand la Sierra Leone montre des « signes alarmants » avec -0,9 pt entre 2012 et 2016.

✉ julie.lanckriet@dgtresor.gouv.fr

▼ La BAD débloque 90 M EUR pour la liaison routière entre le Burkina et le Niger

La Banque africaine de développement (BAD) vient d'approuver un financement de 107 M USD (90,4 M EUR) pour le projet d'amélioration de la liaison routière entre le Burkina Faso et le Niger. Ce projet, qui s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNDES) 2016-2020 du Burkina Faso, comprend la construction d'un tronçon de 50 km et la réhabilitation de 168 autres km dégradés sur l'axe Koupéla-Goughin-Fada N'Gourma-Piéga-frontière du Niger. Le financement de la BAD représente près de 48 % de l'investissement total requis (225 M USD). Le reste du financement sera apporté par l'UE et le Japon à hauteur de 38 % du montant global et par l'Etat burkinabé pour 14 % (31,5 M USD).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ Conférence des ministres de l'OHADA

La Guinée a accueilli les 23 et 24 novembre, la 45^e session du conseil des ministres de l'OHADA dont elle assure la présidence jusqu'à la fin de l'année 2017. Cette rencontre a permis de faire adopter le dixième acte uniforme de l'OHADA relatif à la médiation. Deux autres textes sur l'arbitrage de la cour commune de justice ont été adoptés. Selon le ministre guinéen, l'adoption de ces textes permet d'améliorer la transparence, la célérité et l'efficacité dans la conduite des procédures arbitrales dans les pays concernés.

✉ lognara.traore@dgtresor.gouv.fr

CONJONCTURE

▼ **Sortie de la récession confirmée au Nigéria : PIB en croissance de 1,40 % au troisième trimestre 2017**

Le Bureau nigérian de la statistique (NBS) a publié cette semaine les chiffres de la croissance, enregistrée à 1,40 % en g.a. au troisième trimestre 2017, confirmant ainsi la sortie de la récession après les 0,72 % de croissance enregistrés au deuxième trimestre, qui faisait suite à cinq trimestres successifs de contraction. Sur la période, la production pétrolière s'est établie à 2,03 M b/j, en légère progression (+0,15 M b/j supplémentaires) par rapport au trimestre précédent. Le secteur pétrolier a cru de 21,10 % en g.a., et contribué à hauteur de 10,04 % au PIB. Le secteur non pétrolier, à l'inverse, s'est contracté de 0,79 % en g.a..

✉ julie.lanckriet@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Nigéria : maintien du taux directeur à 14 % et émissions obligataires de 3 Mds USD**

Lors du comité de politique monétaire nigérian qui s'est tenu les 20 et 21 novembre, la Banque centrale (CBN) a décidé de maintenir : i) le taux directeur à 14 % ; ii) les réserves obligatoires des banques à 22,5 % ; iii) le ratio de liquidité à 30 % ; iv) le corridor autour du taux directeur de +200/-500 pdb. Cette semaine également, le Nigéria a émis sur les marchés financiers une obligation à deux tranches d'un montant total de 3 Mds USD. L'obligation à 10 ans sera offerte à un taux d'intérêt de 6,5 %, tandis que l'obligation à 30 ans portera un taux d'intérêt de 7,625 %. Les allocations devraient être définitives au 28 novembre.

✉ aristide.gasangwa@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ghana : présentation du budget 2018**

Le gouvernement ghanéen a présenté son budget pour l'exercice 2018. Sur un scénario de croissance de 6,8 %, il prévoit un déficit budgétaire de 4,5 % et un excédent courant de 1,6 %. Les approximations du budget initial en 2017 et les projections différentes du FMI pour 2018 relativisent la teneur de ces annonces, d'autant que le gouvernement paraît très optimiste en matière d'accroissement des recettes fiscales (+23,7 %). A travers les transferts budgétaires semble se dessiner une nouvelle hiérarchisation des priorités du gouvernement. Les politiques sociales (+10 %) et régaliennes (+9 %) ainsi que la politique de développement industriel et commercial (+56 %) sont favorisées, au détriment des projets d'infrastructures (-31 %).

✉ virgile.satge@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Ethiopie : nouvelle directive limitant la détention de birrs et de devises**

La National Bank of Ethiopia (NBE) a publié une nouvelle directive qui limite la détention de birrs éthiopiens (ETB) et de devises étrangères pour les voyageurs. Toute personne entrant ou sortant d'Ethiopie peut détenir au maximum 1 000 ETB (31 EUR), à l'exception de ceux à destination de Djibouti qui peuvent conserver 4 000 ETB (123 EUR). Les résidents doivent déclarer auprès de la douane les devises rapportées dans le pays excédant 1 000 USD (3000 USD pour les non-résidents). A l'issue de 30 jours, les résidents ont l'obligation de les convertir en birrs. Les non-résidents peuvent les conserver durant toute la durée de validité de leur visa.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ Kenya : maintien du taux directeur de la Banque centrale à 10 %

Le comité de politique monétaire de la Central Bank of Kenya (CBK) a décidé de maintenir le taux directeur à 10 % et ce malgré la baisse de l'inflation. Celle-ci s'établit en effet à 5,7 % en glissement annuel en octobre, contre 7,1 % en septembre, un reflux lié à la baisse des prix alimentaires. La loi d'encadrement des taux d'intérêt bancaires, en vigueur depuis septembre 2016, contraindrait tout assouplissement de la politique monétaire de la CBK, une diminution du taux directeur conduisant à une réduction d'une ampleur équivalente du plafond des taux prêteurs des banques.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Kenya : le déficit public au premier trimestre de l'exercice budgétaire 2017/18 conforme aux prévisions

D'après la revue du National Treasury portant sur le premier trimestre de l'année budgétaire 2017/18 (juillet-septembre), le déficit public a atteint 0,65 % du PIB, un résultat conforme aux prévisions. Les recettes ont atteint 345,6 Mds KES (4,9 Mds USD, 3,9 % du PIB), un niveau inférieur de 10,9 % par rapport aux 388,0 Mds KES prévus. Mais, dans le même temps, les dépenses sont également plus faibles qu'estimé, atteignant 412,3 Mds KES (5,8 Mds USD, 4,7 % du PIB), soit un résultat inférieur de 9,5 % par rapport aux 455,6 Mds KES prévus. Plus particulièrement, les transferts aux comtés ont représenté un tiers de l'enveloppe originellement prévue, à 20,4 Mds KES (289 MUSD), contrebalançant des dépenses courantes supérieures aux prévisions.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Maurice : introduction d'un salaire minimum mensuel

Le gouvernement mauricien, à l'issue de nombreuses négociations avec les syndicats au cours de ces derniers mois, vient d'annoncer l'introduction d'un salaire minimum mensuel de 243 USD, qui sera effectif à partir du 1er janvier 2018. Cette mesure, qui impacte essentiellement le secteur privé et notamment les PME, va générer un coût supplémentaire annuel pour les entreprises estimé à 115 M USD, d'après les estimations du National Minimum Wage Consultative Council. Pour l'heure, on ignore si ce salaire minimum va inclure ou pas la compensation salariale mensuelle de 10,5 USD qui a été actée en Conseil des ministres le 24 novembre. Cette dernière a pour objet de rétrocéder aux salariés la perte de pouvoir d'achat liée à l'inflation annuelle de 3,6 % retenue pour 2017.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : la population de l'Ouganda prévue à 63 millions d'habitants en 2030

Un rapport public prospectif sur l'état de la démographie ougandaise indique que la population devrait atteindre 46 millions de personnes d'ici 2025 et jusqu'à 63 millions de personnes d'ici 2030, contre un peu moins de 42 millions en 2016. Le gouvernement a ainsi été invité à investir davantage dans la planification familiale afin de réguler la croissance démographique. Le Dr Joseph Muvawala, directeur exécutif de l'Autorité Nationale de Planification (NPA), a repris les recommandations du rapport, alertant le gouvernement sur la nécessité de réformer le modèle de planification familiale et répondre aux enjeux démographique du pays.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : la BEAC et les établissements de crédit échangent sur les difficultés du secteur bancaire**

Le gouverneur de la BEAC et les responsables des établissements de crédit se sont réunis, le 24 novembre à Brazzaville, pour discuter des problématiques liées aux transferts et au rapatriement des fonds, à la réduction de liquidité et aux obligations prudentielles de crédit. La BEAC affirme avoir engagé des réformes de politique monétaire qui instaurent de nouveaux instruments en matière de liquidité bancaire mais dont la lenteur de la mise en œuvre est dénoncée par les établissements de crédit. Ces réformes visent à lutter contre la fuite des capitaux, résoudre les difficultés en matière de change et rehausser le niveau de refinancement du Congo, jugé extrêmement faible.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

ENVIRONNEMENT DES AFFAIRES

▼ **Soudan : montée de tension autour du barrage éthiopien de la Renaissance**

Lors de la dernière réunion du comité tripartite Egypte – Soudan – Ethiopie les 11 et 12 novembre derniers au Caire, l'étude d'impact du barrage éthiopien de la Renaissance a été au cœur de discussions. Le président égyptien a indiqué que personne ne pouvait modifier les quotas d'utilisation de l'eau du Nil, question cruciale pour la survie de son pays. L'Ethiopie critique quant à elle les conventions qui ont défini ces quotas, datant de 1929, 1953 et de 1959 (la dernière ayant été signée entre l'Egypte et le Soudan dans le cadre de la construction du barrage d'Assouan).

✉ olivier.biltz@dgtresor.gouv.fr

▼ **Tanzanie : création d'une agence rurale de l'eau en Tanzanie**

Le vice-ministre de l'Eau et de l'Irrigation, Jumaa Aweso, a annoncé le 22 novembre 2017 la prochaine création de la Tanzania Rural Water Agency (TARUWA). L'agence sera chargée de développer, d'assurer la maintenance des systèmes d'approvisionnement en eau et d'accélérer l'exécution des projets dans les zones rurales du pays. Cette annonce intervient moins d'un mois après la publication du rapport Tanzania Economic update 2017 de la Banque mondiale qui souligne l'urgence d'une meilleure gestion de l'eau en Tanzanie, en améliorant notamment la gouvernance du secteur. L'agriculture représente actuellement 89 % de la consommation en eau du pays.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ **Maurice : « Paradise papers » : vigilance de la Financial Services Commission (FSC)**

L'instance de régulation des services financiers non bancaires (FSC) est particulièrement vigilante quant à la réputation du centre financier mauricien, suite aux diverses informations révélées dans le dossier des Paradise Papers. La FSC se veut rassurante auprès des investisseurs et rappelle les sanctions prévues à l'encontre de ceux qui ne respectent pas le cadre légal mauricien. Elle indique que, fin août dernier, l'île a été l'un des rares centres financiers avec l'Irlande et la Norvège à voir progresser la note attribuée par l'OECD Global Forum on Transparency and Exchange of Information for Tax Purpose qui la juge désormais compliant.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Seychelles : exploration de l'écosystème marin et des gisements de pétrole du plateau des Mascareignes

Des recherches vont être menées conjointement par les Seychelles et l'Île Maurice afin d'une part d'étudier l'écosystème de cet espace marin frontalier et d'autre part d'analyser les gisements d'hydrocarbures et leur potentielle exploitation. La campagne s'effectuera avec un navire équipé pour la recherche marine avancée et multidisciplinaire appartenant à l'Organisation norvégienne pour la coopération et le développement (NORAD). La recherche s'effectuera dans le cadre du projet Nansen concernant l'approche écosystémique des pêches (EAF) mis en œuvre par l'Organisation pour l'alimentation et l'agriculture (OAA/FAO) en collaboration avec l'Institut norvégien de recherche marine. L'envoi du navire sur le plateau des Mascareignes est prévu vers le mois de juin de l'année prochaine.

✉ hugues.reydet@dgtresor.gouv.fr

▼ Tanzanie : fusion de sept fonds de pension en deux entités

Le projet de loi Public Service Social Security Fund Act, présenté en première lecture lors de la dernière réunion parlementaire, prévoit la fusion de sept fonds de pension en deux entités. Quatre fonds de pensions seront réunis au sein du Public Service Social Security Scheme (PSSSF), dédié aux employés du secteur public et dont la valeur des actifs est estimée à près de 2,2 Mds USD. Trois autres fusionneront au sein du préexistant National Social Security Fund (NSSF) qui sera réservé aux employés du secteur privé. La fusion des fonds de pension a été recommandée en 2016 par l'Organisation Internationale du Travail (OIT), qui soulignait les gains de productivité attendus de la consolidation de ce secteur d'activité.

✉ beatrice.alperte@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : les douanes en guerre contre la vente illicite et la contrebande de carburant

Les douanes nigériennes viennent de lancer une vaste opération visant à mettre fin à la prolifération des points de vente illicite de carburant pour la région de Niamey. En plus de l'objectif de faire disparaître tous les points de vente frauduleux, l'opération à laquelle sont associées les autres forces de défense et de sécurité, consiste à « appréhender et mettre à la disposition des services compétents tous les complices, acteurs et responsables de cette vente et fraude illégale de carburant ». Afin de garantir la réussite de l'opération, d'autres acteurs ont été impliqués comme l'unique société de raffinage du pays (SORAZ), ainsi que celle en charge des dépôts pétroliers (SONIDEP).

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Niger : suppression des taxes sur les appels internationaux

Sous la pression des opérateurs de télécom, le parlement nigérien vient de supprimer les taxes sur les appels internationaux, ce qui privera le Niger d'une manne financière d'une vingtaine de milliards FCFA et rendra les appels internationaux entrants au Niger moins chers. Cette décision a été consacrée par la loi de finances 2018 qui vient d'être adoptée par le Parlement. En contrepartie, les opérateurs ont pris l'engagement de faire des investissements conséquents pour améliorer la couverture et la qualité de leurs services. A ces engagements, il faut ajouter les promesses de la Banque mondiale qui prévoit d'importantes aides budgétaires pour compenser la suppression de cette taxe.

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

PROJETS ET FINANCEMENTS

▼ **Ethiopie : financement de la BAD pour la modernisation des systèmes électriques**

La Banque Africaine de Développement (BAD) a approuvé un prêt de 83 M USD et une subvention de 15 M USD, soit un montant total de 98 M USD, pour un projet de réhabilitation et de modernisation du système de transport et de distribution d'électricité d'Addis-Abeba. Le projet soutiendra les efforts du gouvernement éthiopien qui visent à alléger les contraintes sur l'infrastructure électrique pour réduire les pertes d'énergie et les surcharges. Le montant total du projet est de 209 M USD, co-financé par l'institution africaine, l'Agence japonaise de coopération internationale (JICA) et le gouvernement éthiopien. Le développement des infrastructures énergétiques est l'un des principaux piliers du deuxième plan quinquennal.

✉ pierre.sentenac@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Madagascar : prêt de 2,5 M USD de l'Eximbank of India**

Un prêt de 2,5 M USD accordé par l'Eximbank of India à Madagascar en juin dernier a été ratifié par le Sénat. Ce prêt permettra au gouvernement malgache d'achever la construction d'une usine d'engrais dans la région rizicole d'Alaotra, à Ambatondrazaka d'une capacité de 250 000 tonnes, financée initialement par une ligne de crédit accordée en 2007 (25 M USD dont 15 M USD étaient destinés à la construction de plusieurs usines d'engrais). Ce prêt bonifié sera remboursable sur une période de vingt ans avec une période de grâce de cinq ans.

✉ eric.noitakis@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Rwanda : soutien financier de la Banque mondiale de 50 M USD pour le secteur des énergies renouvelables**

La Banque a injecté 50 M USD dans le Fonds pour les Energies Renouvelables, fonds administré par la Banque Rwandaise de Développement. L'objectif de ce fonds est de catalyser les investissements du secteur privé dans les solutions énergétiques off-grid. Il est prévu que 445 000 ménages bénéficient de ces investissements sur la période 2017-2024. Le fonds fonctionnera comme un intermédiaire financier en octroyant des lignes de crédits à des institutions financières locales ainsi que des prêts directs aux entreprises privées engagées dans l'électrification off-grid. Ce projet est en ligne avec la stratégie nationale Vision 2020 qui cible un accès universel à l'électricité d'ici à 2024, via 52 % de connexions on-grid et 48 % de connexions off-grid.

✉ philippine.de-brevand@diplomatie.gouv.fr

▼ **Tanzanie : lancement de la deuxième phase du projet de bus rapide de Dar es Salaam (DART)**

La deuxième phase du projet bus rapide (DART), qui vise à constituer une solution de mobilité urbaine à un prix abordable à Dar es Salam, débutera en juin 2018. Ce projet, qui sera financé par un prêt de 159 M USD de la BAD, portera sur un corridor incluant Kilwa Road et une partie de Kawawa Road (19,3 km) et visera à réduire la congestion du trafic aux heures de pointe, avec des trajets d'une durée de 15 à 20 minutes, contre 60 à 90 minutes actuellement. La 1^e phase (21 km) inaugurée en mai 2016, a permis à la ville de Dar es Salaam de remporter le prix du transport durable des villes africaines décerné par l'ONG Institute for transportation and development policy en juillet 2017.

✉ beatrice.alperte@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Mauritanie : la BAD accorde un prêt de 50 MUSD à la SNIM**

La Banque africaine de développement (BAD) vient d'accorder à la Société nationale industrielle et minière (SNIM), un prêt de 50 M USD, comme financement complémentaire du projet de dragage du chenal du port minéralier de Nouadhibou (Nord du pays). Ce prêt porte à 110 M USD le financement global mobilisé à ce jour pour ce projet (dont 55 M USD de la part de la Banque européenne d'investissement). La SNIM emploie près de 6 000 personnes et contribue à hauteur de 6 % du PIB du pays.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Niger : le Danemark octroie 35 Mds FCFA et soutient la table ronde de Paris**

A travers un protocole de coopération signé entre la ministre déléguée auprès du ministre nigérien des Affaires étrangères et l'Ambassadeur du Danemark au Niger, le Danemark a octroyé 35 Mds FCFA (53,4 M EUR) au Niger. La gouvernance, la gestion de la migration, l'eau et l'assainissement, la promotion de l'emploi sont entre autres, les domaines ciblés par cette enveloppe. La diplomate danoise a profité de ce moment pour faire part du soutien de son pays à la « Conférence de la Renaissance » qu'organise le Niger à Paris les 13 et 14 décembre prochains dans le but de trouver le financement nécessaire auprès des bailleurs pour mettre en œuvre le Plan de développement économique et social (PDES 2017-2021).

✉ michel.dhe@dgtresor.gouv.fr

▼ **Sénégal : les investissements de la BAD ont atteint près de 2 Mds EUR depuis 1972**

La BAD a investi, depuis 1972, 1276 Mds FCFA (1,95 Mds EUR) à travers 101 opérations au Sénégal, avec 599 Mds FCFA (0,9 Mds EUR) entre 2013 et 2017. La BAD projette des financements sur le corridor transgambien (Senoba-Ziguinchor) pour 15,8 Mds FCFA, dans le développement des compétences des métiers porteurs de l'agro-industrie et de l'industrie pour 6,8 Mds FCFA (10,4 M EUR) et dans l'entrepreneuriat des jeunes dans l'agriculture et l'agrobusiness pour 10,3 Mds FCFA (15,7 M EUR).

✉ kokouvi.djabakou@dgtresor.gouv.fr

▼ **Gabon: création d'un incubateur formant aux métiers pétroliers à Port-Gentil**

Sous le patronage du Ministre des Petites et Moyennes Entreprises, M. Biendi Maganga Moussavou, Total Gabon et Junior Achievement Gabon ont signé une convention de partenariat établissant la création d'un incubateur dans la capitale économique du pays. La formation proposée alternera entre des cours théoriques au Centre de spécialisation professionnelle et un apprentissage concret dans les locaux de Total Gabon. Cette initiative fait partie du projet d'Appui à la formation et à l'insertion professionnelle (Afip) financé par l'Union Européenne à hauteur 130 M FCFA et visant à professionnaliser 3 000 gabonais âgés de 16 à 25 ans. Malgré la crise récente, le secteur pétrolier est toujours considéré comme porteur par le gouvernement, qui envisage de créer 30 000 emplois d'ici 2019.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun: le cabinet d'Audit Roland Berger désigné pour conduire la mission d'audit des infrastructures de la CAN 2019**

Après le désistement, en août 2017, du Cabinet PricewaterhouseCoopers (PwC), alors chargé par la CAF d'auditer les infrastructures de la CAN 2019, le cabinet d'audit Roland Berger a été retenu pour mener cette mission.

✉ evelyne.sila@dgtrésor.gouv.fr

SECTEURS D'ACTIVITES

▼ Agriculture et agroalimentaire

▼ L'interdiction d'importation de produits agricoles ghanéens par l'UE aurait coûté 36 M USD au commerce extérieur.

L'interdiction d'exportation de certains produits agricoles du Ghana vers l'Union européenne (aubergines, poivrons, concombres, courges) aurait entraîné une perte de 36 M USD pour le commerce extérieur du pays. En vigueur depuis 2015 et levée à compter du 1er janvier 2018, celle-ci avait été décidée suite à un contrôle européen concluant que les exportateurs ghanéens n'étaient pas en conformité avec les normes phytosanitaires de l'UE. Le gouvernement ghanéen a depuis mis en place les moyens nécessaires pour que ses exportateurs y répondent.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : la production prévisionnelle de la campagne céréalière 2017-2018 en baisse

La production céréalière prévisionnelle de la campagne agricole 2017-2018 est estimée à 4 552 273 tonnes, en légère baisse de 0,3 % et de 1 % respectivement par rapport à la campagne agricole précédente et à la moyenne des cinq dernières années. Les productions céréalières prévisionnelles rapportées aux besoins de consommation céréalière font ressortir un déficit brut estimé de 72 677 tonnes. La campagne agricole écoulée a été marquée par une faible pluviométrie (poches de sécheresse, l'arrêt précoce des pluies) et les attaques de parasites (chenilles légionnaires, oiseaux granivores...).

✉ karim.ibrahim@dgtresor.gouv.fr

▼ Côte d'Ivoire : forte présence française au SARA 2017

Du 17 au 26 novembre, s'est tenue à Abidjan la 4^e édition du Salon de l'agriculture et des ressources animales (SARA). Le Ministre ivoirien de l'agriculture, l'Ambassadeur de France, et le Vice-Président de l'Adepta ont rencontré la quarantaine d'entreprises françaises réunies sur le Pavillon France organisé par l'Adepta, ainsi que les entreprises françaises présentes en Côte d'Ivoire. Une opération de promotion de produits alimentaires français « France Bon Appétit », a été organisée par Sopexa, à l'initiative du Ministère français de l'Agriculture, en partenariat exclusif avec l'enseigne Carrefour. Il a été également lancé un Club Agro réunissant les acteurs agricoles et agroalimentaires français privés, publics et parapublics, présents en Côte d'Ivoire, impliqués dans des partenariats avec ce pays ou intéressés par ce marché.

✉ julie.brayermankor@dgtresor.gouv.fr

▼ Congo-Brazzaville : la recherche agricole nécessitera 124 Mds FCFA

Le Plan directeur de la recherche agricole en République du Congo a été validé, le 27 novembre, par le gouvernement et la FAO, qui apporte son assistance technique dans le cadre de la politique de développement du secteur agricole. Ce Plan nécessitera un financement de 124,7 Mds FCFA (189 M EUR) pour la mise en œuvre de ses cinq axes d'intervention prioritaires, à savoir : l'amélioration de la gouvernance du système national de la recherche agricole, le renforcement des capacités des agents concernés, la valorisation des ressources naturelles, la gestion de l'environnement et la lutte contre les effets du changement climatique. L'objectif est de créer les conditions d'une production agricole durable, qui n'arrive pas à décoller.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

▼ Energie et matières premières

▼ La NNPC et Chevron concluent un accord de 1,7 Md USD afin d'augmenter la production de pétrole et de gaz.

La compagnie pétrolière nationale du Nigéria (NNPC) et le pétrolier américain Chevron ont signé la deuxième et dernière phase d'un accord de financement alternatif qui prévoit d'augmenter la production de pétrole brut dans le pays d'environ 39 000 b/j. L'accord concerne également la production de gaz, qui devrait permettre de générer 283 M de pieds cubes par jour. Le projet, achevé à près de 92 %, est estimé à 1,7 Md USD avec un financement de Chevron qui s'élève à 312 M USD, tandis que la part de la NNPC s'élève à 468 M USD et qu'une 3^{ème} partie dont l'identité n'a pas été divulguée financera le complément.

✉ aristide.gasangwa@dgtresor.gouv.fr

▼ Résiliation de PPAs : la facture atteindrait 402 M USD pour le gouvernement.

La résiliation de 11 contrats d'achat d'énergie (Power Purchase agreements, PPA) contractés par la Compagnie nationale d'électricité ghanéenne (ECG) au plus fort de la crise énergétique du pays (les années « dumsor »), devrait coûter 402 M USD au gouvernement, selon les déclarations du ministre de l'Energie, Boakye Agyarko, devant le Parlement. Seuls des producteurs d'énergie conventionnelle (non-renouvelable) seraient concernés mais leurs noms n'ont pas été communiqués. Selon le ministre, le maintien de ces PPA aurait entraîné un coût de 586 M USD/an sur une période de 13 ans, sans pour autant répondre adéquatement aux besoins énergétiques du pays.

✉ virgile.satge@dgtresor.gouv.fr

▼ Burundi : vers l'exploitation du nickel à Gitega et Karusi

Le ministre de l'Energie et des Mines a signé ce lundi 20 novembre un accord portant sur la convention de recherche minière avec la société canadienne Chemical Vapour Metal Refining. Cette convention permettra la finalisation des recherches sur l'exploitation du nickel et des minerais associés à Nyabikere et Waga. Le permis de recherche concerne également l'exploitation du fer, du vanadium et du titane sur le site de Mukanda. Le ministre annonce des retombées positives, notamment en matière de créations d'emplois (1500 emplois seraient ainsi créés). Il a par ailleurs annoncé la reprise des travaux d'exploitation du nickel par la société Burundi Musongati Mining, les cours du nickel repartant à la hausse sur le marché international.

✉ benoit.gauthier@dgtresor.gouv.fr

▼ Madagascar : en voie d'adhésion à l'EITI

Deux représentants du Secrétariat International de l'EITI (Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives) ont effectué une mission d'évaluation de la performance de Madagascar en matière de bonne gouvernance et de transparence du secteur extractif. Cette visite s'inscrit dans le cadre de la préparation du pays à l'adhésion au processus de validation à la conformité aux nouvelles normes EITI 2016. Madagascar appliquait les normes EITI depuis 2008 mais a été suspendu par le Conseil d'administration du Secrétariat de l'EITI en raison de problèmes politiques survenus en 2009. Cette suspension a ensuite été levée en 2014. Madagascar doit ainsi entamer un processus de validation, au regard des nouvelles normes EITI de 2016.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ Ouganda : accord de coopération avec la RDC sur des projets pétroliers conjoints

L'Ouganda et la République Démocratique du Congo (RDC) ont convenu d'entreprendre conjointement l'exploration et le développement de leurs ressources pétrolières et gazières transfrontalières. Les ministres de l'Energie des deux pays ont tenu à ce titre une réunion bilatérale de deux jours à Kampala pour discuter de l'accord de coopération pour l'exploration des hydrocarbures des champs pétrolifères mixtes.

✉ hocine.mourchid@dgtresor.gouv.fr

▼ Burkina Faso : inauguration de la centrale solaire de Zagtoui

La première centrale solaire du Burkina Faso a été inaugurée le mercredi 28 novembre en présence du Président du Faso, Roch Marc Christian Kaboré et du Président de la république française Emmanuel Macron, lors de la visite officielle de ce dernier au Burkina Faso. Cofinancée par le FED (don de 25 M EUR) et l'AFD (prêt souverain de 22,5 M EUR), cette centrale est la plus grande de ce type construite en Afrique de l'Ouest (33 MWc). D'une durée de vie de 25 ans, elle produira l'équivalent de 5 % de la consommation annuelle du Burkina Faso à un prix très inférieur au prix de revient actuel de la Société nationale d'électricité (SONABEL). Les travaux ont été réalisés par Cegelec du Groupe Vinci.

✉ valerie.traore@dgtresor.gouv.fr

▼ Mali: les recettes l'exploitation minière enregistrent une hausse de 14 % en 2016

Selon le ministre des mines, Tiémoko Sangaré, les revenus provenant de l'or au Mali ont augmenté de 14 % en 2016 pour atteindre 427 M EUR contre 373,5 M EUR en 2015, grâce à une progression de 8,5 % du prix de cette matière première. Ces revenus se composent de 290 M EUR de recettes d'exportation et 94 M EUR de taxes, et représentaient 6 % du PIB. Le Mali est le troisième producteur d'or du continent après l'Afrique du Sud et le Ghana.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : nouvelles infrastructures énergétiques

Le Président Aziz a effectué une visite du centre national (CNC) de gestion des réseaux mauritaniens d'électricité. Le CNC a été financé par le Fades et construit à Nouakchott par Bouygues énergie services (70 %) et l'Allemand Siemens (30 %). Les tests finaux du CNC sont programmés sur la période allant du 25 décembre 2017 au 25 mars 2018. Le CNC doit permettre une amélioration de la gestion des réseaux, de la production et de la consommation d'électricité. Le Chef de l'Etat a également inauguré la centrale solaire (photovoltaïque) de 50 MW de Nouakchott également construite par le groupe français Clemessy. Cette centrale sera raccordée au CNC.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun : environ 1,2 million de tonnes de gaz naturel à produire par an**

La nouvelle unité flottante de liquéfaction du gaz naturel, baptisée Hilli Episeyo, a accosté, le 26 novembre 2017, dans la cité balnéaire de Kribi, dans la région du Sud du Cameroun. Avec sa capacité de production de 1,2 million de tonnes de gaz naturel liquéfié par an, cette usine flottante vise à anticiper sur la production du gaz naturel liquéfié au Cameroun, en attendant la construction d'une usine de pied, non loin du port en eau profonde de Kribi. Investissement d'environ FCFA 700 milliards, consenti par Golar LNG (partenaire de la société PERENCO), ce navire-usine produira également au large de Kribi environ 30 000 tonnes de gaz domestique chaque année, ainsi que 5 000 barils de condensat par jour.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

▼ **Industries**

▼ **Madagascar : projet de fabrication de drones par une compagnie chinoise**

La société chinoise Shanxi Dikuang Overseas Engineering Cosntruction Ltd (SDOC) a signé avec le ministère auprès de la Présidence en charge des Projets Présidentiels de l'Aménagement du Territoire et de l'Equipement (M2PATE), le ministère de la Défense Nationale et la Société Nationale de Participation (SONAPAR) un accord portant sur la construction à Madagascar d'une usine de production drones. Outre le transfert de technologie de SDOC au profit de Madagascar ainsi que l'assemblage et la commercialisation de drones sur le territoire malgache, l'accord porte également sur la distribution conjointe de ces drones sur le continent africain.

✉ eric.noitakis@dgtresor.gouv.fr

▼ **Congo-Brazzaville : lancement officiel de la production de Dangote Cement**

Le lancement officiel de la production de la cimenterie Dangote Cemente Congo, située au village Mfila, dans le département de la Bouenza, a eu lieu le 23 novembre, en présence du Président de la République et du PDG du groupe nigérian Dangote. Ce projet représente un investissement de plus de 300 M USD, pour une capacité de production estimée à 1,5 M T/an. Dangote Cement vient s'ajouter aux trois usines déjà opérationnelles du sino-congolais Forspak (280.000 T/an), du Chinois Sonocc (300.000 T/an) et du Marocain Cimaf (500.000 T/an). À pleine capacité, la production nationale en 2018 devrait atteindre 3,2 M T/an, grâce à la construction en cours d'une 5ème usine dans le département du Pool de l'Indien Diamond Cement.

✉ ingrid.oramalu@dgtresor.gouv.fr

Services

▼ Côte d'Ivoire : pose de la 1^{ère} pierre du siège social de Orange

Le Premier ministre ivoirien a présidé le 22 novembre 2017 la cérémonie de pose de la première pierre du siège social de Orange, à Abidjan, en présence du Président directeur général du groupe, Stéphane Richard. L'investissement est estimé à 42,6 M EUR, portant à 351 M EUR les investissements totaux engagés par le groupe Orange sur les trois dernières années en Côte d'Ivoire. Ce nouveau siège s'étendra sur une superficie de 18 181 m² dans la commune de Cocody. Les travaux vont durer 24 mois. Selon Stéphane Richard, ce projet est emblématique de l'engagement africain de son groupe, 1^{er} opérateur de téléphonie mobile en Côte d'Ivoire avec plus de 13 millions d'abonnés. Orange est leader régional en matière de « *mobile banking* ».

✉ saint-jerome.koffi@dgtresor.gouv.fr

▼ Mauritanie : la Mauritania airlines acquiert un nouveau Boeing B737 MAX 8

Mauritania Airlines (MAIL), vient d'acquérir un nouveau Boeing à 112 M USD. Cette nouvelle acquisition, porte à six avions la flotte de la compagnie nationale.

✉ mamadou.anne@dgtresor.gouv.fr

ENTREPRISES

▼ Facebook lancera en 2018 un incubateur de startup au Nigéria.

Facebook va ouvrir un espace communautaire l'an prochain à destination des développeurs de logiciels et entrepreneurs nigériens. Le hub inclura un incubateur de startup et prodiguera des formations informatiques à quelques 50 000 Nigériens à Abuja, Port Harcourt et Calabar, selon Facebook qui n'a pas précisé la durée du programme. Pour rappel, en juillet dernier à l'occasion d'une visite à Lagos, Google avait lancé un programme de 5 ans pour la formation de 10 millions de jeunes à travers le continent dans le secteur informatique. Par ailleurs, l'Union internationale des télécommunications (ITU) a publié l'Index 2017 de développement des technologies de la communication et de l'information, qui mesure le développement des TIC en Afrique.

✉ pierre-edouard.charpentier@dgtresor.gouv.fr

▼ Ethiopie : Boormalt lance sa première malterie dans le parc industriel de Debre Berhan

Le malteur français va construire une usine de 15 hectares d'une capacité de production de 60 tonnes dans le parc industriel de Debre Berhan (région Amhara). L'entrée de *Boormalt* sur le marché local permettra à l'Ethiopie de substituer une part significative de ses importations d'orge brassicole pour satisfaire la demande locale grandissante, le secteur de la brasserie étant en pleine expansion. Les autorités souhaitent à terme développer les exportations d'orge brassicole.

✉ pierre.sentenac@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : Total Gabon et Canal+ primés aux Corporate Awards

Les organisateurs des Corporate Awards, initiative camerounaise qui vise à récompenser les entreprises ayant des comportements respectueux et stimulants dans le domaine des ressources humaines, ont distingué deux entreprises françaises lors de cette deuxième édition organisée à Libreville. Total Gabon et Canal+ ont respectivement remporté le prix d'employeur de choix dans la catégorie « politique de recrutement en ligne » et « évolution de l'innovation ». Les prochains pays hôtes de l'événement seront la Côte d'Ivoire et le Sénégal.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

▼ Gabon : publication par la société d'édition SPHM Editions du répertoire des industries et activités du Gabon – édition 2017

L'édition 2017 du Répertoire des Industries et Activités du Gabon (RIAG) vient d'être publiée par la société SPHM éditions, sise à Libreville. Ce répertoire rassemble des renseignements économiques fiables sur les entreprises significatives et représentatives du tissu industriel et commercial gabonais. Il existe une version en ligne de ce répertoire, par ailleurs distribué à titre gratuit (www.africannuaire.com). Le directeur de la publication est M. Henri STERNBAUM.

✉ aline.quenet@dgtresor.gouv.fr

▼ **Cameroun: une ligne de crédit de XAF 10 milliards pour financer les PME du secteur des énergies renouvelables.**

L'Agence française de développement et la SCB Cameroun ont signé une convention relative à la mise en place d'une ligne de crédit d'un montant de XAF 10 milliards, qui permettra de financer les PME camerounaises porteuses de projets dans le domaine des énergies renouvelables. Quelques projets intéressants ont déjà été ciblés et les PME bénéficiaires se verront accorder des appuis financiers à de meilleurs taux d'intérêts. Ce programme de financement au Cameroun contribuera par ailleurs à accroître la part des énergies renouvelables dans le mix énergétique du pays, dans lequel l'éolien, le solaire et la biomasse réunis pèsent officiellement à peine 1 %.

✉ evelyne.sila@dgtresor.gouv.fr

CARNET ET AGENDA

▼ **Soudan : accusations du président Béchir contre les Etats-Unis lors de sa visite en Russie**

Lors d'une visite en Russie au président Poutine, le président Béchir a accusé les Etats-Unis de vouloir faire éclater le Soudan et d'interférer dans les affaires intérieures de différents pays arabes dont la Syrie, le Yémen ou l'Iran. La situation au Darfour et au Soudan du Sud serait aussi, selon lui, la conséquence de la politique américaine dans la zone. Il souhaite une protection contre les actions américaines décrites comme agressives : il demande des armes et un renforcement de la coopération militaire avec la Russie et aurait proposé l'ouverture d'une base militaire russe le long de la Mer Rouge. Ces accusations jettent le trouble alors que les Etats-Unis et le Soudan ont entamé des discussions pour un retrait du Soudan de la liste américaine des pays soutenant le terrorisme.

✉ olivier.biltz@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Burkina Faso : visite du président Emmanuel Macron (27-29 novembre 2017)**

Le président de la République Emmanuel Macron s'est rendu au Burkina Faso du 27 au 29 novembre 2017 pour une visite officielle. Le président Macron a notamment décliné sa vision africaine sur le campus de l'Université de Ouagadougou 1 devant une assemblée d'étudiants, visité l'école primaire Lagem Taaba, inauguré la centrale solaire de Zagtoui cofinancée par l'UE et l'AFD, et a offert une réception en l'honneur de la communauté française à Ouagadougou. Une demi-douzaine de chefs d'entreprise, principalement des responsables de start-ups qui travaillent avec l'Afrique, faisaient partie de la délégation qui accompagnait le chef de l'État.

✉ karim.ibrahim@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Mali: le Premier ministre belge effectue une visite officielle de 48h à Bamako**

Au cours de cette visite, le Premier ministre Charles Michel et son homologue malien Abdoulaye Idrissa Maïga se sont entretenus sur diverses questions liés au développement, à la sécurité et la gouvernance au Mali. Pour cette mission, le Premier ministre était accompagné de son homologue luxembourgeois Xavier Bettel, et du ministre belge de la coopération Alexander De Croo. Le Mali est un des 14 pays bénéficiaires de la coopération belge au développement. Le ministre de la Coopération belge avait signé en 2016 à Bamako le programme de coopération bilatérale 2016-2019 pour un budget total de 36 MEUR.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Mali : le Forum économique « invest in Mali » se tiendra les 7 et 8 décembre 2017 à Bamako**

L'événement est co-organisé par l'agence de promotion des investissements (API- Mali) et le ministère de la Promotion de l'investissement et du Secteur privé. A travers cette initiative, les autorités maliennes souhaiteraient inviter les opérateurs économiques étrangers à investir dans les secteurs porteurs de l'économie malienne, notamment l'agriculture, l'élevage, l'énergie et les infrastructures.

✉ abdoulayemalick.sissoko@dgtrésor.gouv.fr

▼ **Gabon : prochain pays-hôte du Conseil des Ministres de l'OHADA**

Le Secrétaire permanent de l'Organisation pour l'Harmonisation en Afrique du Droit des Affaires (OHADA), M. Dorothé Sossa, a affirmé que le Gabon organiserait la 46^{ème} édition du Conseil des Ministres de l'OHADA, prévue en janvier 2018 et réunissant l'ensemble des ministres du Budget des 17 Etats membres de l'organisation. Cette annonce a eu lieu lors de la cérémonie d'ouverture d'un cycle de formations dispensé par le Conseil National de la Comptabilité à Libreville visant à initier les entreprises et administrations au nouveau référentiel comptable et fiscal adopté en début d'année. Le Premier ministre, M. Emmanuel Issoze Ngondet et le Ministre du Budget, M. Jean-Fidèle Otandault, ont notamment participé à cette rencontre de travail.

✉ charles.grison@dgtresor.gouv.fr

Les analyses et commentaires développés dans cette publication n'engagent que leurs auteurs et ne constituent pas une position officielle du MEAE ni des ministères économiques et financiers.

La lettre d'information économique est réalisée conjointement par la **DIRECTION AFRIQUE ET OCEAN INDIEN** du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et par la **DIRECTION GENERALE DU TRESOR** du ministère de l'Economie et des Finances.

Contacts

Objectifafrique.DAOI@diplomatie.gouv.fr

tresor-communication@dgtresor.gouv.fr

Remerciements à :

l'AFD, Business France, CCI France International, CCI Paris-Ile de France, CMS Bureau Francis Lefebvre, Conseil français des investisseurs en Afrique, Conseillers du commerce extérieur de la France, Conférence permanente des Chambres de commerce africaines, Expertise France, Gide, Maison de l'Afrique, Croissance Peace et MEDEF International pour leur contribution à la réalisation et la diffusion d'Objectif Afrique.

Contributions :

Vous souhaitez contribuer à Objectif Afrique ?

Pour une contribution en provenance de France, envoyez votre article à :

objectifafrique.daoi@diplomatie.gouv.fr

Pour une contribution en provenance d'Afrique, envoyez votre article au chef du service économique de l'ambassade du pays concerné (prénom.nom@dgtresor.gouv.fr; liste des services économiques par pays : <http://www.tresor.economie.gouv.fr/Pays>)

AVEC LE CONCOURS DE :

